

Monsieur le Président, entendez le bruit sourd qui monte de nos villes et nos campagnes, par Michel Souris

écrit par Christine Tasin | 9 novembre 2013



Monsieur le Président de la République,

A vous, qui avez lourdement berné la France avec les promesses de « Moi Président », je voudrais dire le ras le bol d'un sou-chien (Français de souche, comme on dit dans les milieux racistes anti-blanc) quant à la France que vous nous promettez.

Ah oui, elle est belle la Patrie des droits de l'homme, et la fille du Siècle des Lumières.

A force de faire droit aux revendications sectaires, religieuses, anti-nationales, vous et vos acolytes avez changé le visage de notre patrie.

Stop à la repentance, à la soumission, au déni de l'histoire, et sans doute ne suis je pas exhaustif.

Bien sûr, vous n'avez pas inventé les taxes, mais vous savez les utiliser et pire vous les augmentez à outrance

quand vous n'en créez pas de nouvelles.

Il y a tellement de choses à dire, que je ne sais par où commencer.

Commençons par l'Écotaxe, dont vous n'êtes pas responsable, je vous l'accorde. Comment peut-on justifier que l'argent collecté soit géré par une société à capitaux à 70% italiens. C'est comme si nos impôts étaient gérés par une société étrangère. C'est absurde.

Prenons, ensuite, le cas Leonarda, dont tout le monde se fout d'ailleurs. Pourquoi ces gens ne sont-ils pas restés en Italie ? Est-ce que l'état italien est moins généreux que l'état français ? Ils sont illégaux sur notre territoire et n'ont jamais manifesté la moindre intention d'être productifs.

Parlons intégration, puisque ce mot est à la mode. Dois-je vous rappeler que ce sont les migrants qui doivent s'intégrer, en respectant nos us et coutumes, sans oublier nos lois. Quand j'entends dire par une digne représentante du mouvement EELV, que la France peut intégrer les Roms et les autres parce qu'elle a su intégrer les Pieds Noirs en 1962, je suis hors de moi. Cette dame oublie que l'Algérie était un département Français et que ce sont ces gens qui ont fait de ce pays, un pays civilisé. En majorité, ils sont revenus spoliés de leurs biens. Mais ils se sont retroussé les manches et se sont reconstruits, sans rien demander tout en subissant l'inimitié de nombre de métropolitains, gens de gauche compris. Voyez ce que ce pays est devenu après le départ des Français.

Osons aborder le problème de l'immigration. Où allons nous ? C'est une catastrophe. Le monde entier vient chez nous, parce que vous distribuez des fortunes, à tort et à travers. CMU, AME, hôtels, forfaits journaliers, etc. Je dis STOP. Notre pays n'a plus les moyens d'entretenir ces

populations de migrants, et les Français n'ont plus envie d'être régulièrement saignés par de nouveaux impôts.

Il y a eu en France, nombre de vagues d'immigration. Dans le désordre, Polonais, Espagnols, Italiens et que sais je encore. Ces gens ont ils jamais eu des revendications ?

Et la laïcité, parlons en. Notre pays est le résultat d'une longue histoire et de traditions séculaires. Aujourd'hui une communauté, bien trop présente sur notre territoire, réclame des privilèges dont nous ne pouvons accepter qu'ils soient pris en compte. Viande halal dans les écoles, lieux réservés dans les établissements publics, suppression du sport pour les jeunes filles quand ce sport ne peut être pratiqué selon leurs exigences, construction de mosquées, etc...

Il n'y a plus d'argent pour entretenir nos églises, mais vous en trouvez pour financer la construction de mosquées. Je suis athée, et je puis vous dire qu'autant j'accepte le financement pour l'entretien de notre patrimoine, autant je m'insurge contre le financement des mosquées. Je n'ai jamais entendu les Israélites réclamer la construction de synagogues, ni même demander de repas Casher dans nos écoles.

Bientôt l'Histoire de France sera remodelée pour ne pas froisser une communauté intolérante et xénophobe. Je vous rappelle que dans le Coran, il est écrit que les non musulmans sont des infidèles et qu'en conséquence ils doivent être traités de la pire des manières. Et je reste mesuré.

Plus de Charles Martel, de Croisades et quoi encore ? Plus de Campagne d'Égypte, de construction de l'Algérie. Une Histoire tronquée n'est plus l'Histoire.

Puisque nous en sommes à l'Histoire, parlons de ce 19 mars 1962. Une date scélérate que vous avez osé, avec votre majorité, faire entrer dans les dates des

commémorations. C'est indigne. Je suis un soldat de France et, comme tel, membre d'une association d'Anciens Combattants. Jamais je ne participerai à une telle cérémonie. Certains de mes ancêtres ont donné leurs vies pour le Pays, d'autres ont été déportés ou prisonniers comme mon père, vous comprendrez que je ne puisse accepter que l'on célèbre une défaite politique.

Parlons sécurité maintenant. A l'heure où les voyous, les gangsters vont bénéficier d'un régime de faveur, prôné par votre ministre de la justice, je vous demande ce que peuvent bien en penser les Français. Les prisons sont pleines dites vous. Pleines de qui ? Bientôt ces gens, qui se sont mis hors la loi, seront mieux lotis que les honnêtes citoyens. Un par chambre, avec télévision, internet pourquoi pas, nourris, logés, blanchis dans tous les sens du terme. Vous poussez le bouchon, un peu trop loin. Et que dire de ces cités où notre brave police n'ose plus entrer au risque de provoquer des émeutes. Par contre, contre les manifestants, même non violents, vous savez envoyer vos CRS et Gendarmes mobiles. Et on ne peut pas dire qu'ils fassent dans la tendresse.

Sincèrement je plains les habitants des cités devenues propriété exclusive des gangs et des dealers.

A quand le rétablissement de l'ordre ? Pourquoi la Police s'obstine t elle à traquer les voyous, quand elle sait qu'elle va les retrouver dehors, remis en liberté par une justice laxiste.

Si nous n'avons pas les moyens de construire des prisons il faut faire comme aux USA.

En parlant de justice, qu'avez vous fait contre le « mur des cons » ?

Un petit parcours de santé vous plairait il ? Désertification médicale, suppression d'un bon nombre d'hôpitaux, déremboursement de médicaments, etc... Je sais bien

que notre système de santé est en déficit chronique, et je me demande pourquoi ?

Après la CSG, la CRDS qu'allez vous inventé ? Ah oui, une taxe à 15,5% sur les placements ! Il y a un moyen simple, il suffirait d'arrêter de construire des palais de marbre, de verre et d'acier pour accueillir les services.

Le patrimoine immobilier de l'État est encore suffisant pour installer les services dans ces murs. Il faut aussi arrêter de payer des surcoûts de construction comme cela se voit souvent dans les marchés de l'État.

Ah j'oubliais l'argent englouti par la CMU et l'AME au profit de gens qui pour la plupart n'ont jamais versé le moindre centime dans la caisse commune.

Les sociétés payent elles toutes leurs écots ?

Dans ce domaine, on oublie un peu trop les handicapés. Lors d'une des dernières élections présidentielles, j'ai entendu différents candidats faire la même réponse à cette question :

Que pensez vous faire pour gérer le handicap ?

La réponse fut toujours « C'est aux parents de régler cette question ».

Eh bien, non. Les pauvres parents n'ont pas à gérer cela en plus. C'est déjà bien assez éprouvant pour eux d'avoir pareil problème sur les bras. Pour beaucoup, il y a une sorte de culpabilisation que peu d'entre vous peuvent comprendre.

Il est de plus inadmissible que l'État ait prévu de se rembourser sur le dos des handicapés, en cas de revers de « bonne fortune » (tel qu'écrit dans les textes). A savoir que certaines allocations versées sont considérées comme des avances de trésorerie et donc récupérables sur l'héritage lors du décès de la personne handicapée.

Nous sommes des parents qui ont eu la sagesse de prévoir le futur d'un enfant autiste, en faisant des placements à son profit, et aujourd'hui nous nous inquiétons quant au devenir de ces placements.

Satanés propriétaires qui ont eu l'outrecuidance d'acheter leur résidence, en faisant souvent des sacrifices financiers. Demain, vous allez leur imposer un loyer fictif comme un revenu supplémentaire, ce qui aura pour effet d'augmenter leurs impôts.

Dans quels esprits tordus, cette diablerie a t elle pu germer ? Non, Monsieur le Président, nous ne sommes pas des privilégiés. Nous avons simplement pensé à l'avenir. Le nôtre et celui de nos enfants.

Sans oublier la modification des droits de succession, que vous vous êtes empressés de modifier pour récolter, encore et encore, un peu plus d'argent à dilapider.

Vous faites tout votre possible, pour détourner le peuple de l'investissement. Vous n'aimez pas ceux qui ont un peu d'argent, quand ils ne sont pas du sérail.

A propos des retraites, comment pouvez vous accepter que l'on oblige certains à travailler plus longtemps, en cotisant toujours plus, alors qu'il existedes régimes spéciaux dont tout le monde sait qu'ils sont en partie financés par les salariés du privé. Mais il ne faut surtout pas toucher aux privilèges des fonctionnaires ou considérés comme tel. De surcroît, on verse des retraites à des étrangers qui n'ont jamais travaillé sur notre sol.

Je veux, maintenant, aborder le problème de l'Europe. Je pense que cette institution a d'autres choses à faire que de savoir si nos fromages sont fabriqués de la bonne façon. Nous en consommons depuis des lustres et nous ne sommes pas morts pour autant.

Avant de justifier la libre circulation des biens, des personnes et des marchandises, je crois qu'il eût été

préférable de légiférer sur les lois du travail, sur l'uniformisation des impôts et taxes.

L'Europe était censée à l'origine faire contrepoids à la puissance américaine. Et rien n'a changé.

Et puis, les institutions européennes sont un gouffre financier, avec des privilèges et avantages, dont je pense que vous connaissez les détails. Petits fours et Champagne à gogo. Indemnité journalière en sus du salaire. Subventions versées à des entreprises qui s'engraissent avant de se volatiliser bel et bien. Etc...

Être dans l'Europe ne signifie pas qu'il faille se soumettre à un diktat. Les états doivent garder la main sur leur souveraineté.

Notre école est en pleine déconfiture. Et pour cause, pour n'oublier personne en cours de route, on procède à un nivellement par le bas. Les professeurs devront bientôt apprendre l'arabe et que sais je encore pour être compris de leurs élèves. Non. Non et Non. La langue officielle est le Français, charge à ceux qui veulent vivre chez nous de s'adapter ou de partir.

Une dernière réflexion sur le droit du sol. Vous n'en êtes pas le promoteur, heureusement pour vous. Mais c'est un droit qu'il est urgent de revoir. En effet, depuis son intégration au texte de la constitution et sa mise en application, combien d'enfants sont nés Français et combien coûte cette ineptie à notre pays ? Comment accepter que des enfants soient devenus Français quand leurs parents ont enfreint les lois de notre pays pour venir accoucher sur notre territoire ? Voir l'exemple de la Guyane et de son voisin le Suriname.

Puisque vous avez besoin d'argent pour financer une politique qui mène le pays à la ruine, je vais vous suggérer quelques pistes.

D'abord proposer aux différents Comités d'Entreprise de vendre les luxueuses demeures et de mettre le produit des ventes dans les caisses de l'État.

Ensuite imposer aux Sénateurs et Députés de

revenir sur les dispositions et avantages scandaleux qu'ils se sont octroyés par vote.

Il n'est pas vraiment utile de continuer à attirer des entreprises étrangères, en finançant des infrastructures, sachant qu'elles n'auront aucun scrupule à « foutre le camp », fortune faite et en laissant sur le carreau des travailleurs qui auront donné de leurs personnes.

Des économies sont possibles en arrêtant de subventionner des officines obscures, dont on se demande ce qu'elles apportent à notre pays.

Il faut mettre un terme à la multiplication des strates institutionnelles. État, Régions, Départements, Communautés de communes, avec à chaque niveau, ses palais, ses fonctionnaires et ses frais de fonctionnement.

Il y a certainement d'autres ressources. A l'exclusion, bien entendu, de nos poches qui ont bien du mal à se remplir avec votre politique.

Tout va à vau-l'eau. Et je ne pense pas que vous soyez en mesure d'y remédier.

Il y a peu, un sage, parmi les sages, a su mettre un terme à ses fonctions, car il se jugeait trop usé pour continuer à assumer sa charge. C'est homme, c'est Benoît XVI. Respect.

Y a t il encore un pilote dans l'avion France ? Quand on voit les couacs et les coups bas de vos ministres, on peut se poser la question.

Non, Monsieur le Président, les Français ne sont pas tous des imbéciles.

Entendez le bruit sourd qui monte de nos villes et nos campagnes.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes respectueuses considérations, même si je ne partage pas vos idées.

Michel Souris

(NDLR Les commentaires postés entre le 9 et le 11 novembre ne seront validés que le 12 novembre)